Maires : Manuel Valls envisage des «mécanismes coercitifs» pour créer des aires pour les «gens du voyage». Le PS divisé (MàJ)

17/07/2013 à 20h11

Manuel Valls a soutenu mercredi l'idée de mécanismes coercitifs pour forcer les maires à créer des aires d'accueil pour les gens du voyage et a vivement critiqué le «guide pratique» récemment publié par le député UMP Christian Estrosi.

Addendum : Le sujet est sensible à quelques mois des élections municipales.

> *Place Beauvau on veut croire que le texte est «une bonne réponse pour lutter contre le populisme et le Front national.»*

Au point de déclencher une vive passe d'armes, mardi 16 juillet, entre Laurent Baumel, député PS d'Indre-et-Loire, et Razzy Hammadi, député PS de Seine-Saint-Denis, lors dela réunion hebdomadaire du groupe socialiste à l'Assemblée. Le premier est membre de la Gauche populaire, le second, représentant de l'aile gauche du parti.

«*C'est un arbitrage politique qui n'a aucun sens*», justifie M. Baumel. «*Quand j'ai été élu maire en 2008, il n'y avait pas d'aire, je me suis renseignée sur le coût, et ça équivaut à deux années de voirie !*», détaille-t-il. «*Les gens du voyage font payer leur liberté aux autres. Dans une période de disette budgétaire c'est un contresens politique total.*»

Le Monde

«*Nous ne pouvons plus accepter, treize ans après sa*

publication, (…) que la loi Besson demeure en grande partie lettres mortes», a déclaré le ministre de l'Intérieur en référence à une loi de 2000 qui impose à toute commune de plus de 5.000 habitants de créer des aires d'accueil pour les populations itinérantes. […]

«*Les aides incitatives de l'Etat ont montré leurs limites: le renforcement des pouvoirs des préfets, autorisés à prendre les mesures nécessaires à la réalisation des aires est donc une nécessité.* »

«*Bien entendu, nous nous garderons de tout systématisme*», a-t-il poursuivi, alors que **les députés PS se sont divisés mardi sur l'opportunité de créer un mécanisme de «consignation», permettant au préfet de bloquer une somme des budgets des mairies récalcitrantes**. […]

20 minutes